



Séance ordinaire du jeudi 26 avril 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-six avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Nombre de membres en exercice : 92

Hors commission

Présents :

Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Carole DONADA, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Cyril MEUNIER, Caroline NAVARRE, Eric PASTOR, Jean-Luc SAVY, Bernard TRAVIER.

Absents :

Fabien ABERT, Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Jean-Noël FOURCADE, Isabelle GIANIEL, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Béatrice MICHEL, Arnaud MOYNIER, Jean-Pierre RICO.

Hors commission - Consultation réglementaire pour le Projet Régional de Santé Occitanie - Avis du Conseil de Métropole

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Le Projet Régional de Santé (PRS) 2018-2022 a pour objet de définir les objectifs pluriannuels de l'Agence Régionale de Santé (ARS) dans ses champs de compétences. Il se compose d'un Cadre d'Orientation Stratégique arrêté pour 10 ans, d'un Schéma Régional de Santé unique et du Programme Régional relatif à l'Accès à la Prévention et aux Soins des personnes les plus démunies arrêtés pour 5 ans.

Ce PRS, consultable sur le site de l'ARS Occitanie, est soumis à consultation. Il sera arrêté à l'issue des 3 mois de procédure de consultation qui a débuté le 20 février. Dans ce cadre, le Conseil de Métropole est sollicité pour exprimer son avis sur ce PRS.

Le PRS est constitué du Cadre d'Orientation Stratégique, du Schéma Régional de Santé et du Programme Régional d'Accès à la Prévention et aux Soins.

1 - Le cadre d'Orientation Stratégique comporte quatre parties :

- Les éléments de diagnostic régional ;
- L'ambition prenant en compte une préoccupation éthique ;
- Les cinq engagements pour agir :
 - développer le repérage, le dépistage et l'accompagnement précoces,
 - accompagner la personne pour lui permettre d'être acteur de sa santé,
 - améliorer l'organisation des services de santé pour une accessibilité renforcée sur l'ensemble du territoire et pour toutes les catégories de populations,
 - renforcer la coordination des acteurs pour des prises en charge adaptées, de la bonne intensité et continues grâce à des innovations organisationnelles et techniques, notamment la e-santé,
 - promouvoir et garantir la qualité, la sécurité et la pertinence des prises en charge et des accompagnements.
- Les cinq clés de transformation pour réussir :
 - la territorialisation de l'action de l'Agence, en conciliant proximité et gradation des réponses aux besoins,
 - une attention constante portée à la coordination des politiques publiques et aux synergies partenariales,
 - le développement de l'innovation en santé,
 - la capacité à prendre soin de ceux qui soignent,
 - ainsi que la mise en place d'un dispositif de pilotage et d'une démarche d'évaluation tout au long de la mise en œuvre de ce Projet Régional de Santé.

2 - Le Schéma Régional de Santé :

Il se propose, pour agir efficacement sur le système de santé, d'aborder les différents sujets de santé selon trois dimensions complémentaires : les thèmes transversaux, les parcours prioritaires et les équipements, activités et filières de soins.

Pour chaque sujet de santé, est réalisée une présentation de l'ambition à 5 ans, des orientations nationales, du diagnostic régional, des priorités et projets retenus.

Sont décrits spécifiquement pour les équipements et activités de soins : les objectifs quantitatifs, les éventuels transformations – regroupements – coopérations et les objectifs qualitatifs.

46 projets guideront l'action de l'ARS pour les 8 thèmes transversaux.

38 projets ont été identifiés, au service des 5 parcours prioritaires

3 - Le Programme Régional d'Accès à la Prévention et aux Soins des plus démunis (PRAPS) :

Il est structuré autour : d'un diagnostic, de 6 enjeux et de 5 priorités déclinées, dans un document annexé, en fiches actions.

L'Agence Régionale de Santé (ARS), avant d'adopter son Projet Régional de Santé (PRS), a sollicité pour avis les collectivités territoriales et Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) de la Région, dont Montpellier Méditerranée Métropole.

La santé constitue un des piliers de développement prioritaires de Montpellier Méditerranée Métropole. Siège de la plus ancienne Faculté de Médecine d'Europe encore en activité et de la plus moderne depuis 2017, Montpellier s'est toujours intéressée de près à la santé.

Elle est d'ailleurs une des villes membre fondatrice du Réseau français Villes-Santé de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS).

Montpellier Méditerranée Métropole est aujourd'hui l'une des métropoles les plus engagées en France dans ce domaine qu'elle considère comme un véritable axe de développement économique.

Les politiques publiques menées par la Métropole, en particulier en matière de développement économique, ont permis l'implantation ou la création de nombreuses entreprises emblématiques de la médecine moderne, telles que Sanofi, Bio-Rad, HORIBA Medical ou Bausch+Lomb, des PME et TPE innovantes (1/3 des startups accompagnées par le BIC (Business Innovation Centre) de Montpellier opèrent dans le domaine de la santé), des centres de recherche de haut niveau et un pôle de compétitivité reconnu, Eurobiomed.

Riche de ce passé et de ce potentiel, Montpellier Méditerranée Métropole a lancé en 2016 la démarche Montpellier Capital Santé visant à mobiliser l'écosystème de la santé (acteurs de la formation, de la recherche et du soin, entreprises, pouvoirs publics, etc.), notamment pour développer des projets d'envergure et pour faire rayonner le territoire.

Les principaux axes thématiques développés dans le cadre de Montpellier Capital Santé concernent :

- le développement des entreprises,
- le rayonnement du territoire,
- la diffusion des innovations,
- la Ville santé de demain.

L'ARS Occitanie est d'ailleurs l'un des partenaires membre du Conseil Montpellier Capital Santé.

C'est dans le contexte de cette dynamique que Montpellier Méditerranée Métropole a fait le choix de positionner son Pacte Métropolitain d'Innovation, signé avec l'Etat, sur la santé.

Elle est la seule métropole à avoir fait ce choix. Ce sont ainsi plus de 12 millions d'euros qui sont mobilisés pour accompagner des projets structurants.

Montpellier Méditerranée Métropole aborde la santé, au sens large, en cohérence avec la définition de l'OMS qui précise que la santé ne consiste pas seulement en une absence de maladie ou d'infirmité, elle est un état complet de bien-être physique, mental et social.

La Métropole a en effet de nombreux atouts à faire valoir sur son territoire pour répondre aux enjeux de santé, de la prévention au soin, dans le domaine du médical mais aussi du numérique, de la qualité de l'eau et de l'environnement, de la nutrition, des approches non-médicamenteuses, ...

Au-delà de sa compétence en matière de développement économique, le champ de la santé irrigue d'autres politiques publiques menées par Montpellier Méditerranée Métropole : l'urbanisme et l'aménagement du territoire, la politique de la Ville, l'agroécologie/alimentation, l'environnement, le sport ...

Des projets dans le domaine de la santé sont également menés en lien avec le programme de la Cité intelligente pour dessiner la Ville Santé de demain, un des axes thématiques de Montpellier Capital Santé.

Montpellier Méditerranée Métropole n'est pas ailleurs une Métropole labellisée French Tech qui s'appuie sur un potentiel important et une dynamique forte autour du numérique.

Le numérique est en effet un secteur en plein essor avec un fort potentiel d'innovations et de développement de nouveaux usages qui irrigue le secteur de la santé sur le territoire métropolitain.

Dans ce contexte, la transformation numérique en santé dans la cadre d'un accès aux soins renforcé et un meilleur partage de l'information, est une thématique transversale d'intérêt pour la Métropole.

Dans ce contexte, Montpellier Méditerranée Métropole sera attentive et pourra accompagner, au titre de ses compétences, le déploiement des actions qui seront menées dans le cadre du PRS 2018-2022 sur son territoire.

Il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- émettre un avis favorable à la mise en place du Projet Régional de Santé 2018-2022 ;
- autoriser le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 03/05/18

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 4 mai 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180426-40529-DE

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 03/05/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.